



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

**Débat de haut niveau de chefs d'État et de
gouvernement – Croissance économique et équité
sociale: nouvelles perspectives après la crise
économique mondiale**

Treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 21 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Débat de haut niveau de chefs d'État et de gouvernement – Croissance économique et équité sociale: nouvelles perspectives après la crise économique mondiale

1. Consacré au thème des nouvelles perspectives de croissance économique et d'équité sociale après la crise économique mondiale, le débat de haut niveau s'est concentré, comme c'était l'usage à chaque session de la Conférence, sur les problèmes du moment intéressant la région du pays hôte. La réunion a été présidée par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser. Après une déclaration du Président de la Conférence, M. Hamad bin Abdulaziz Al-Kawari, des ministres ghanéen, nigérien et tunisien ont relaté en détail l'expérience de leur pays quant aux coûts et aux avantages économiques et sociaux de la libéralisation économique et de la mondialisation. Le Secrétaire général de la CNUCED a animé le débat, au cours duquel ont pris la parole des ministres et chefs de délégation de l'Égypte, de la République islamique d'Iran, de la Fédération de Russie, du Viet Nam et de la Zambie, ainsi que le représentant de la Ligue des États arabes.

2. Parmi les différents thèmes abordés, il a particulièrement été question de l'impact limité que les réformes économiques adoptées dans de nombreux pays de la région et ailleurs ces dernières années avaient eu sur l'emploi, les revenus, la diversification économique et la transformation structurelle. Dans de nombreux cas, les réformes de la politique économique avaient favorisé une croissance impressionnante, une expansion notable de l'investissement étranger direct et une hausse remarquable des exportations, aussi bien en volume qu'en valeur. Toutefois, les orateurs ont fait observer qu'une grande partie de la croissance alimentée par l'investissement avait été une croissance à forte intensité de capital, qu'elle avait été concentrée dans les secteurs des minéraux, des métaux et de l'énergie, qu'elle avait créé peu d'emplois et qu'elle n'avait eu que des retombées limitées sur l'économie en général. Dans certains cas, la croissance n'avait pas été soutenue, et les inégalités tout comme la vulnérabilité économique s'étaient aggravées. Ces échecs économiques s'étaient combinés de différentes façons avec un mécontentement politique pour déclencher un soulèvement politique.

3. Le niveau très élevé du chômage a été considéré comme le problème le plus urgent auquel étaient confrontés les pays en développement au lendemain de la crise économique mondiale. Des intervenants ont souligné le paradoxe d'un chômage élevé ou croissant dans de nombreux pays, en dépit de taux élevés de croissance globale du PIB. Créer des emplois pour les jeunes a été considéré comme un impératif particulièrement critique dans les différents cas cités, les jeunes diplômés constituant une forte proportion de la population employable, mais sans emploi. Dans certains pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, les jeunes représentaient jusqu'à 50 % ou 60 % de la population totale. Divers orateurs se sont inquiétés d'un éventuel phénomène de «génération perdue» si l'on n'accélérait pas la création d'emplois.

4. L'État, ont affirmé divers orateurs, devait avoir une action dynamique et mener des politiques de soutien à la création d'emplois et aux petites et moyennes entreprises (PME). Différentes mesures ont été identifiées pour accélérer la création d'emplois: politiques de revenus ciblées, y compris des programmes d'octroi de bourses pour les chômeurs et des programmes publics de requalification, programmes de développement des entreprises axés sur les PME, politiques industrielles sectorielles, mesures d'expansion du commerce régional, qui devraient stimuler la diversification et l'industrialisation.

5. En matière de politiques macroéconomiques, il a été noté que les réformes qui avaient été engagées avaient trop souvent essayé de promouvoir une compétitivité par les coûts via la flexibilité du marché du travail et des politiques monétaires de ciblage de l'inflation qui avaient eu tendance à comprimer les salaires et les revenus, et il n'en avait résulté ni accroissement de l'emploi ni réduction de la pauvreté. Plusieurs orateurs ont déclaré que de nouvelles orientations devaient être prises concernant les stratégies relatives à l'emploi. D'autres ont souligné qu'une large population jeune devrait être considérée, non pas comme une charge, mais comme la promesse d'un futur «dividende démographique».

6. Plusieurs orateurs ont dit que dans la région, tout comme dans des pays développés et des pays en développement partout dans le monde, les frustrations face à la montée des inégalités, à l'ampleur du chômage et aux incertitudes économiques avaient déclenché un vent de changement politique et social. Les populations dans la région et ailleurs exigeaient de pouvoir vivre dans la dignité et réclamaient un nouveau paradigme économique pour une croissance et un développement équitables. D'après plusieurs orateurs, les modèles de développement en vigueur n'avaient pas répondu aux aspirations des populations. Dans ce contexte, un cadre juridique de bonne gouvernance d'entreprise et de gouvernance économique et financière était nécessaire pour compléter le vaste ensemble de règles et d'institutions qui avaient été créées pour réglementer le commerce international.

7. On a souligné l'utilité de la coopération régionale pour remédier aux effets de la crise et stimuler la croissance. Il a instamment été demandé à la CNUCED de soutenir les échanges interrégionaux d'expériences, de consultations techniques et de meilleures pratiques. Une coopération régionale renforcée était un important moyen de ménager une marge d'action compatible avec les disciplines et les principes de l'OMC.

8. Plusieurs intervenants originaires de la région ont souligné que le statu quo du système économique mondial n'était pas acceptable et qu'un nouvel équilibre devait être trouvé pour s'attaquer aux problèmes persistants. D'après eux, l'un des facteurs ayant conduit à la crise économique et financière mondiale avait été le peu d'attention accordée à la diminution des exigences d'éthique dans la vie économique. Personne n'avait vu venir la crise parce que le monde avait fermé les yeux sur les imperfections du système. L'adhésion idéologique à la doctrine de la main invisible et une confiance excessive dans la capacité du marché de rééquilibrer l'économie mondiale avaient également contribué à ce cycle de crises économiques et financières internationales récurrentes.

9. Selon un orateur, l'orthodoxie de notre époque conduisait à vouloir ignorer cette réalité qui était que le système économique mondial, en tant que construction humaine, avait les faiblesses et la fragilité de toute construction humaine. Dans la région arabe, les populations avaient réclaté davantage d'équité et d'intégration. De telles aspirations ne pouvaient être satisfaites qu'avec des structures et des mécanismes de gouvernance accordant la primauté au développement, s'appuyant sur de solides fondements éthiques et répondant au principe d'une action soucieuse de servir avant tout le bien commun. Le travail de réforme mené par les Nations Unies devait être complété par une révolution de la pensée. Une nouvelle culture de relations économiques multilatérales devait mettre l'éthique au cœur du processus de décision en matière d'économie internationale. Le contrat social entre l'État et les citoyens devait être renouvelé, et il fallait reconsidérer les résultats de la mondialisation financière.

10. En conclusion, le Président de l'Assemblée générale a rappelé que les 17 et 18 mai 2012, il convoquerait un débat thématique de haut niveau de l'Assemblée générale sur la situation de l'économie mondiale en 2012. Il espérait que cette réunion serait, pour les États membres présents à New York, aussi utile et stimulante que l'avait été le présent débat de haut niveau.